



## Conseil économique et social

Distr. générale  
13 avril 2000  
Français  
Original: anglais

### Commission du développement durable

#### Huitième session

24 avril-5 mai 2000

## Évaluation du Sous-Comité de la mise en valeur des ressources hydrauliques du CAC

### Note du Secrétaire général

1. À sa sixième session, la Commission du développement durable a reconnu que les organismes et programmes des Nations Unies et les autres organismes internationaux avaient un rôle important à jouer pour ce qui était d'aider les pays en développement à appliquer leurs programmes et politiques de mise en valeur, de gestion et de protection intégrées des ressources en eau. Elle a invité le Sous-Comité de la mise en valeur des ressources hydrauliques du CAC, chargé de superviser l'application du chapitre 18 d'Action 21, à accélérer l'application de ce dernier en étudiant notamment les moyens de : a) recenser les lacunes ou les incohérences dans l'application des programmes des organismes qui le composent, en évaluant les grandes lignes et l'efficacité de ces activités et en veillant à ce que les rôles spécifiques des hommes et des femmes soient correctement pris en compte; b) accroître l'efficacité de l'exécution des programmes et élargir les possibilités de programmation conjointe; et c) explorer les possibilités qu'offrent les arrangements de coopération et, le cas échéant, tirer parti de l'expérience acquise dans le cadre des programmes des organismes des Nations Unies.

2. Dans sa décision 6/1, dont le Conseil économique et social a pris note dans sa décision 1998/217, la Commission a par ailleurs invité le Secrétaire général à lui présenter, avant sa huitième session, un rapport sur les progrès accomplis par le Sous-Comité en tant

qu'organe chargé de superviser l'application du chapitre 18 d'Action 21, dans le cadre des activités mentionnées dans le paragraphe ci-dessus<sup>1</sup>.

3. En réponse à cette demande, le Sous-Comité a décidé, à sa dix-neuvième session, en 1998, de s'assurer les services d'une consultante indépendante pour qu'elle l'aide à revoir ses méthodes de travail et contribue ainsi à l'établissement du rapport du Secrétaire général susmentionné<sup>2</sup>. Il a également décidé que la consultante : a) recenserait les lacunes, incohérences et chevauchements importants des programmes en cours, en s'appuyant sur les documents et auto-évaluations pertinents des organisations membres du Sous-Comité et en menant des entretiens d'évaluation par téléphone et courrier ou en tête-à-tête; b) fournirait des recommandations sur les moyens d'accroître l'efficacité des programmes des organisations membres du Sous-Comité et d'élargir leurs possibilités de programmation conjointe; c) recommanderait au Sous-Comité des moyens de resserrer sa coopération avec les organismes extérieurs au système des Nations Unies qui mènent des travaux importants dans le domaine des ressources en eau tels que le Partenariat mondial pour l'eau, le Conseil de coopération pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement et le Conseil mondial de l'eau; et d) tiendrait compte, dans ses analyses et recommandations, de l'expérience acquise par les organismes des Nations Unies dans le ca-

dre de leurs programmes, notamment pour ce qui est de l'intégration systématique des sexospécificités.

4. À sa dix-neuvième session, le Sous-Comité a également décidé qu'afin de l'aider à mieux s'acquitter des tâches que lui a confiées le Comité interorganisations sur le développement durable, notamment l'application des recommandations formulées par la Commission du développement durable à sa sixième session, la consultante : a) analyserait les procédures, méthodes de travail et produits du Sous-Comité par rapport à son mandat et aux modalités de fonctionnement des autres sous-comités du CAC, en particulier le Sous-Comité de la nutrition et le Sous-Comité des océans et des zones côtières; b) examinerait les moyens qui s'offrent au Sous-Comité d'améliorer ses méthodes de communication avec les protagonistes du secteur de l'eau aussi bien qu'avec les délégations des États Membres de l'ONU; et c) recommanderait au Sous-Comité les moyens de renforcer son rôle de coordinateur, d'améliorer la transparence et la visibilité de ses travaux et d'accélérer l'application du chapitre 18 d'Action 21.

5. À sa vingtième session, tenue à Genève du 4 au 8 octobre 1999, le Sous-Comité a examiné l'avant-projet de rapport de la consultante. Cet avant-projet proposait quatre solutions : a) le maintien du statu quo; b) l'amélioration des procédures du Sous-Comité; c) l'amélioration de ces procédures et l'établissement de nouvelles priorités (l'énoncé de cette solution s'accompagnant de propositions devant permettre d'obtenir les ressources supplémentaires nécessaires); et d) la suppression du Sous-Comité, si d'autres mécanismes de coordination des questions relatives à l'eau douce étaient envisagés. Les possibilités a) et d) ayant été rejetées par le Sous-Comité, la suite des débats a porté essentiellement sur la nécessité d'améliorer les procédures.

6. Les membres du Sous-Comité ont convenu que, d'une manière générale, les procédures en vigueur avaient besoin d'être sensiblement améliorées et qu'il fallait établir de nouvelles priorités et recenser les principaux domaines d'activité, notamment l'application du chapitre 18 d'Action 21 et la publication d'un rapport biennal sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde. Il a été également souligné que le Sous-Comité devrait axer son attention sur ses avantages comparatifs, notamment : a) le prestige moral dont il jouit en tant qu'organe de l'ONU; b) le fait qu'il peut se mettre aisément en rapport avec les

gouvernements et organismes intergouvernementaux; c) son efficacité dans le domaine des activités de plaidoyer; d) la capacité qu'il a de définir les questions et d'en proposer une solution à un haut niveau politique; e) son rôle de catalyseur dans la promotion de politiques et de directives mondiales; et f) le rôle unique qui est le sien en tant qu'instance chargée d'examiner les vues des organismes des Nations Unies amenés à s'occuper, dans le cadre de leurs propres activités, des questions relatives aux ressources en eau douce.

7. Il a été également convenu que le secrétariat du Sous-Comité (qui est actuellement assuré à temps partiel par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU) devrait se montrer plus systématique lorsqu'il s'agit de recenser, de promouvoir et de coordonner des questions spécifiques et que l'ordre du jour des prochaines sessions devrait être axé sur quelques questions stratégiques et non sur l'ensemble des questions soumises au Sous-Comité. Dans l'hypothèse où l'on déciderait qu'il faut renforcer le secrétariat de ce dernier pour qu'il puisse s'acquitter de davantage de tâches, il faudrait formuler un plan de mobilisation de fonds qui permette d'obtenir un supplément de ressources financières et humaines. Le Sous-Comité a recommandé – recommandation qui a été entérinée ultérieurement par le Comité interorganisations sur le développement durable – que ses prochaines sessions comportent une session principale de trois jours, une session d'une journée consacrée à des ateliers spéciaux et une autre session d'une journée consacrée à des discussions officieuses avec certains partenaires extérieurs au système des Nations Unies. Dans le but de revitaliser la session principale de trois jours, les organisations membres du Sous-Comité intéressées seraient priées d'établir un résumé des activités actuelles et futures du Sous-Comité de deux pages en vue de promouvoir la coopération interorganisations. Il a été en outre décidé qu'aux prochaines sessions, tous les points importants de l'ordre du jour devraient faire l'objet de documents de travail concis.

8. Le Sous-Comité a prié la consultante de tenir compte des décisions susmentionnées lorsqu'elle établirait le projet définitif de son rapport, qui serait examiné lors de la session extraordinaire que le Sous-Comité prévoyait de tenir en mars 2000, et aiderait à établir le rapport que le Secrétaire général devait présenter à la Commission du développement durable à sa huitième session.

9. Dans son rapport final, la consultante relève que dans la mesure où aucun organe de l'ONU n'est chargé au premier chef des politiques en matière d'eau douce, le Sous-Comité doit se constituer un réseau de communication interne à l'Organisation et participer à la collecte d'informations sur les activités et rapports de celle-ci relatifs à la gestion des ressources en eau. Elle souligne à quel point la constitution d'un réseau de communication interne est indispensable, en précisant qu'elle est fonction de la croyance dans la centralité du système des Nations Unies. Elle s'interroge sur la valeur des rapports établis à l'intention des organes intergouvernementaux par rapport aux efforts déployés pour les établir et conclut qu'il est indispensable que le Sous-Comité modifie ses procédures pour s'acquitter plus efficacement de ses deux fonctions principales, à savoir : organiser des réseaux à l'échelle du système et répondre aux demandes des organes intergouvernementaux.

10. La consultante s'interroge aussi sur ce que le Sous-Comité peut faire de plus dans un monde pluriel et multipolaire où l'objectif à atteindre est un mélange de politiques et de pratiques durables et équitables de gestion intégrée des ressources en eau au niveau local et au niveau des bassins versants. Elle souligne que l'avantage comparatif du Sous-Comité réside dans sa capacité d'influer sur les politiques et programmes pour qu'ils satisfassent aux normes de gestion de l'eau douce établies par le système des Nations Unies et à diverses recommandations – dont celles formulées par les conférences et réunions portant directement ou indirectement sur l'eau – et que le prestige de l'ONU et la relation de confiance qu'elle a établie avec les gouvernements du monde entier sont précieux à cet égard. L'ordre du jour du Sous-Comité devrait donc, selon elle, être axé sur les questions qui dépassent les capacités des organisations membres considérées séparément et que le CAC et ses organes subsidiaires sont le plus logiquement à même de traiter de manière coordonnée. Elle conclut qu'avec des méthodes de travail différentes et un secrétariat doté de ressources raisonnablement plus importantes, le Sous-Comité pourrait accélérer l'application du chapitre 18 d'Action 21.

11. Lorsqu'il a examiné le rapport de la consultante à sa session extraordinaire, tenue à La Haye le 23 mars 2000, le Sous-Comité a pris les décisions ci-après concernant les sept conclusions principales du rapport, qu'il a soumises pour recommandation au Comité

interorganisations sur le développement durable. On trouvera ci-après le texte de ces décisions.

### **Conclusion 1**

12. Avec ou sans nouvelles ressources, le Sous-Comité doit changer de méthodes de travail afin de constituer des réseaux de travail plus efficaces aux réunions et d'être en mesure de produire davantage de rapports. Les décisions pouvant être prises par courrier électronique devraient être prises sans délai. Parmi les questions susceptibles d'être résolues très rapidement, on mentionnera l'organisation des réunions, les procédures de travail en réseau, les mesures permettant de garantir la transparence et la composition du Sous-Comité. Seules les questions sur lesquelles on ne peut s'accorder par courrier électronique devraient être examinées à la session annuelle du Sous-Comité.

13. À sa session extraordinaire, le Sous-Comité a autorisé son Secrétaire à dégager un consensus sur ces questions, selon que de besoin.

### **Conclusion 2**

14. Il faudrait obtenir de la Commission du développement durable et/ou des donateurs qu'ils fournissent des ressources supplémentaires; les arguments avancés auront plus de poids si un programme d'activité a été adopté.

15. Le Sous-Comité ayant été informé que la Commission du développement durable ne finance pas les activités interorganisations, il a convenu qu'il faudrait redoubler d'efforts auprès des donateurs, en particulier pour qu'ils financent des activités concrètes telles que l'établissement du prochain rapport biennal sur la mise en valeur de l'eau dans le monde. Les autres questions seront examinées lors de la prochaine session du Sous-Comité.

### **Conclusion 3**

16. Le Sous-Comité doit s'assurer pleinement de l'application, aux niveaux national et international, des plans directeurs mondiaux, notamment dans le cadre du rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde.

17. Le Sous-Comité a adopté cette recommandation à sa session extraordinaire en précisant qu'il s'emploierait à contrôler l'application (et non le respect) de ces plans aux niveaux national et international dans le cadre, non seulement du rapport sur la mise en

valeur des ressources en eau dans le monde, mais aussi d'autres mesures de suivi du chapitre 18 d'Action 21.

#### **Conclusion 4**

18. Le Sous-Comité pourrait, lorsque certaines questions demandent à être réglées d'urgence par tous ses membres ou quelques-uns d'entre eux, décider que le Président et le Secrétaire devraient, à l'issue de consultations internes, mobiliser les énergies.

19. Le Sous-Comité a adopté cette recommandation sur un plan général à sa session extraordinaire, à laquelle il a également décidé de demander à ses organisations membres ou un petit groupe d'entre elles de prendre des initiatives en son nom lorsque se posent des questions urgentes. C'est ce qu'il a d'ailleurs fait récemment en ce qui concerne la contamination des sources d'eau potable par l'arsenic et la réalisation des premiers travaux de fond préalables à l'établissement du rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde et des brochures.

#### **Conclusion 5**

20. Si le Sous-Comité décide de mener davantage d'activités, il lui faut prendre deux grandes mesures : débattre des nouvelles méthodes de travail proposées et établir un nouvel ordre du jour. Pour ce qui est de ce deuxième point, la consultante recommande qu'aux fins de la réalisation des objectifs mondiaux, il crée des mécanismes et des instruments utilisables au niveau national et axés sur les gouvernements qui permettent d'atteindre les objectifs suivants : a) établissement d'un manuel international de collecte des données sur l'eau douce; b) établissement de procédures permettant de signaler l'existence de situations urgentes concernant l'eau douce; c) désignation d'une seule autorité habilitée à fixer des normes concernant l'eau potable; d) établissement de directives normalisées sur la qualité de l'eau; e) établissement de normes applicables aux travaux et aux services d'approvisionnement en eau douce; f) prise en compte, dans la gestion de l'eau par les pouvoirs publics, des techniques et d'une nécessaire transparence; g) création d'un environnement propice à la participation des populations au règlement des questions relatives à l'eau; et h) investissement dans les zones périurbaines.

21. Le Sous-Comité a accepté d'examiner de plus près ces questions et d'autres questions à sa prochaine session, et des organisations membres se sont déclarées

disposées à jouer le rôle d'organisme chef de file dans les domaines suivants : a) les normes applicables à l'eau potable (l'Organisation mondiale de la santé); b) les directives applicables à la qualité de l'eau (le Programme des Nations Unies pour l'environnement, par l'intermédiaire de son Programme mondial de surveillance de la qualité de l'eau); c) la participation de la société civile (le Fonds des Nations Unies pour l'enfance); d) l'établissement du rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde (l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture); et e) les questions sexospécifiques (le Programme des Nations Unies pour le développement). En ce qui concerne les nouvelles méthodes de travail proposées par la consultante, le Sous-Comité a décidé, à sa session extraordinaire, de les examiner en détail à sa prochaine session.

#### **Conclusion 6**

22. Il y aurait lieu que le Comité tienne une session de fond pour examiner la question suivante : en quoi les questions relatives à l'eau douce peuvent-elles avoir une dimension sexospécifique et y a-t-il des cas où les femmes participent activement à la gestion des systèmes hydriques?

23. À sa session extraordinaire, le Sous-Comité a approuvé cette recommandation à l'unanimité et indiqué que le lien entre les ressources en eau douce et les sexospécificités serait examiné dans un document de travail que le PNUD présenterait à la prochaine session du Sous-Comité, qui prendrait alors les décisions voulues pour préparer la session de fond qu'il doit consacrer aux questions sexospécifiques. La date et le lieu de cette session de fond seront décidés à la prochaine session du Sous-Comité.

#### **Conclusion 7**

24. Il est recommandé aux commissions régionales de se réunir pour déterminer dans quels domaines leurs produits et activités pourraient bénéficier d'échanges régionaux. D'autres organisations membres du Sous-Comité pourraient, bien entendu, participer à ces réunions, qui devraient être axées sur les programmes des commissions régionales et les besoins régionaux. De plus, à toutes ses sessions, le Sous-Comité devrait fixer les dates de présentation des rapports qui devront être établis sur les activités entreprises dans les régions pour assurer une gestion intégrée des ressources en

eau, en répartir la charge et mettre en place des structures d'aménagement des bassins versants.

25. À sa session extraordinaire, le Sous-Comité a convenu à l'unanimité de l'importance de la contribution des commissions régionales à ses travaux. Il a recommandé que celles-ci et ses autres organisations membres intéressées se réunissent juste avant ses sessions pour examiner les activités et problèmes régionaux et rendent compte des résultats de cet examen à sa session de fond. Il faudrait par ailleurs inscrire à l'ordre du jour de toutes les sessions, à compter de la prochaine session, qui se tiendra au siège de la Convention économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok, du 16 au 20 octobre 2000, un point concernant les questions régionales. Les débats sur ce point à cette session pourraient porter sur les questions qui se posent dans la région de l'Asie et du Pacifique. Le Sous-Comité a également encouragé les commissions régionales à organiser des ateliers et d'autres réunions thématiques consacrés à des questions régionales.

26. Les recommandations finales du Sous-Comité concernant ses méthodes de travail seront soumises au CAC par l'intermédiaire de l'un de ses organes subsidiaires, le Comité interorganisations sur le développement durable, qui doit tenir une session prochainement. Il convient de noter que ces recommandations ne pourront être appliquées officiellement qu'une fois que ce comité les aura entérinées.

## Notes

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément No 9*, chap. I.B.

<sup>2</sup> Conformément aux termes de son mandat – adopté à la dix-neuvième session du Sous-Comité –, la consultante devait avoir : a) 15 années d'expérience au moins dans la planification, la mise en valeur et la gestion des ressources en eau au niveau international; b) une connaissance approfondie de la structure, du mode de fonctionnement et des mandats des organismes des Nations Unies; et c) une bonne connaissance théorique et pratique des mécanismes intergouvernementaux concernant l'environnement et le développement. Après de longues recherches, le Secrétaire du Sous-Comité, en consultation avec le Président, a retenu la candidature de Mme Margaret Catley Carlson, qui est une autorité dans le domaine des ressources en eau douce et qui, au cours d'une brillante carrière internationale de 30 ans, a été notamment Présidente du Conseil de coopération pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement et

Directrice exécutive adjointe de l'UNICEF. Les travaux de Mme Carlson ont été financés en partie par les centres d'information sur l'eau et l'hygiène du milieu de Londres et de Loughborough du Département du développement international du Royaume-Uni.